Procès-verbal du Conseil général N° 8 - 39^e législature, 2024-2028

Date et heure : 2 octobre 2025 à 20h

Lieu : Aula du collège des Corneilles

Présidence : M. Michel Sansonnens (PS), président

Ordre du jour :

1. **Salutations et appel nominal ;**
2. **Correspondance ;**
3. **Procès-verbal de la séance du 17 juin 2025 ;**
4. **Réponses du Conseil communal ;**
5. **En remplacement de Mme Imane Küng, démissionnaire, nomination :**
 - a) **d'un membre à la Commission des règlements, naturalisations et agrégations ;**
 - b) **d'un membre à la Commission d'urbanisme ;**
6. **Demande de crédit cadre de 343'000 fr. pour financer des travaux de modernisation du réseau d'éclairage public ;**
7. **Réponse à la motion « Demande au Conseil communal de procéder à une étude d'aménagement de la place Marcel de Coulon au Petit Cortaillod » et demande de crédit de 60'000 fr. pour financer l'étude ad hoc ;**
8. **Réponse à la motion interpartis « Conseil communal - pour une reconnaissance à hauteur de la charge ! » et proposition d'adoption du Règlement fixant les conditions de rétribution des membres du Conseil communal ;**
9. **Motion « Installation de deux véhicules en autopartage de type Mobility, à Cortaillod » :**
10. **Informations du Conseil communal ;**
11. **Divers et réponses aux questions écrites.**

1. Salutations et appel nominal

M. Michel Sansonnens (PS), président : « Mesdames et Messieurs, chers collègues, chers membres du Conseil communal, Messieurs les représentants de la presse, j'ai le plaisir de vous saluer pour cette séance du Conseil général. J'aimerais avant de faire l'appel remercier le Conseil communal pour la petite agape de fin d'été à laquelle nous avons participé pour le plaisir de se retrouver dans une ambiance un petit moins formelle que cette assemblée. Je remercie évidemment le personnel communal qui est chaque fois à la fois présent, efficace et parfaitement compétent. Je passe ensuite la parole au secrétaire, M. Matile, pour l'appel. »

L'appel fait constater la présence des 40 membres suivants :

1. Amez-Droz Philippe (PLR)	22. Mamin Vincent (PLR) – suppléant
2. Arias José (Vert-e-s)	23. Matile Etienne (PLR)
3. Billant Michel (PLR)	24. Meister Yves-Alain (PLR)
4. Bornand Alexandre (Vert-e-s)	25. Mettille Michael (PS)
5. Brunko Pascal (PS)	26. Monnier Damien (Vert-e-s)
6. Cavaleri Vincent (Vert-e-s)	27. Murray-Méthot Marie-Pier (PLR)
7. Doehler Lorjen (Vert-e-s)	28. Nicole Dylan (PS)
8. Ducommun Jean-Patrick (PLR)	29. Paz Monica (PS)
9. Duvoisin Odile (PS)	30. Plata Salazar Sonia (PVL)
10. Farinon Yann (PLR)	31. Porret-Weissbrodt Nicole (PLR)
11. Favre Jean-Philippe (PS)	32. Robyr Michel (PLR)
12. Fornachon Brigitte (PS)	33. Rochat Lionel (Vert-e-s)
13. Garcia Ylana (PS)	34. Rodriguez Cavaleri Silvia (Vert-e-s)
14. Gilis Lysiane (PLR) – suppléante	35. Rüegger Gustavo (PS)
15. Haggenjos Laure (Vert-e-s)	36. Sansonnens Michel (PS)
16. Hauert Stéphane (PLR)	37. Schwendimann Marc (PS)
17. Hosner Jürg (PLR)	38. Soltermann Celia (PLR)
18. Huelin Bertrand (PLR)	39. Zesiger Thierry (Vert-e-s)
19. Jeanneret Célia (PS) – suppléante	40. Zumsteg Philippe (PLR)
20. Jeanneret Michel (PLR)	
21. Jucker Quentin (PLR)	

Excusé-e-s :

1. Bonsack Loïc (PVL)	3. Landino Debora (PLR)
2. Enggist Carmen (PS)	4. Vouga Jocelyn (PLR)

Absent-e-s :

-

En conséquence, la majorité absolue est de 21 et la majorité des 2/3 de 27.

Participant à la séance pour le Conseil communal :

- Straubhaar Anneline (PS), présidente
- Rochat Olivier (Vert-e-s), vice-président
- Collioud Sarah (PS), secrétaire
- Haenseler Christian (PLR), secrétaire-adjoint
- Félix Olivier (PLR), membre

PLR : *parti libéral-radical*
PS : *parti socialiste*

Vert-e-s : *Les Vert-e-s de Cortaillod*
PVL : *parti vert'libéral*

2. Correspondance

Lettre de Mme Imane Küng (PS), du 21 juillet 2025 : « Remerciements et fin de mandat. Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillères et conseillers communaux, chers collègues, c'est avec beaucoup d'émotion que je vous écris pour vous informer de mon prochain déménagement à Cernier mi-août 2025. Cette décision de vie signifie également la fin de mon mandat en tant que conseillère générale de notre belle Commune de Cortaillod. Depuis 17 ans, Cortaillod est ma maison, le lieu où mes enfants sont nés et ont grandi, et où j'ai moi-même évolué, entourée d'une communauté vivante et bienveillante. J'ai eu le privilège de siéger durant ces cinq dernières années au Conseil général, et d'être active au sein des commissions d'urbanisme ainsi que celle de règlement, de naturalisation et d'agrégation. Ces deux législatures ont été riches en apprentissages, en échanges et en engagement. J'en garde de très beaux souvenirs et une immense gratitude pour le travail réalisé ensemble, dans un esprit de collaboration et de respect mutuel. Je tiens à vous remercier, toutes et tous, pour votre confiance, votre soutien, et pour les relations humaines sincères que nous avons construites au fil des années. Cortaillod restera pour toujours dans mon cœur. Je vous adresse mes salutations les plus chaleureuses et reconnaissantes. Imane Küng »

Le président félicite Mme Odile Duvoisin, pour le parti socialiste, qui remplace Mme Imane Küng au Conseil général et, en tant que membres suppléantes, Mme Lysiane Gilis, pour le parti libéral-radical, en remplacement de M. Alex Ferreira, et Mme Célia Jeanneret, pour le parti socialiste, suite à la proclamation de Mme Odile Duvoisin.

3. Procès-verbal de la séance du 17 juin 2025

L'adoption du procès-verbal de la séance du 17 juin 2025 est mise au vote et acceptée par 36 voix sans opposition.

4. Réponses du Conseil communal

M. Olivier Félix (CC) : « Monsieur le président, lors de la dernière séance du Conseil général une question a été posée concernant l'utilisation de produits pour lutter contre les rongeurs dans le verger situé au chemin de la Jeunesse. Comme toute chose, ce verger a besoin d'entretien. Les arbres fruitiers ont une durée de vie limitée et la Commune remplace progressivement les anciens arbres par des nouveaux. Les jeunes arbres sont sensibles aux attaques des campagnols qui rongent leurs racines. Si rien n'est entrepris, les arbres finissent par dépérir. C'est donc pour protéger ces jeunes arbres que le Service des travaux publics a utilisé un produit pour lutter contre les campagnols. Les doses utilisées sont celles prescrites dans les conditions d'utilisation. Le produit se présente sous forme d'appâts qui sont placés dans les galeries des campagnols. Les trous pratiqués pour atteindre les galeries sont rebouchés et le produit est ainsi hors d'atteinte des autres animaux ou du public. La protection de l'environnement peut ainsi être assurée. En plus de cette mesure, il est prévu de procéder à des fauches régulières au pied des arbres. En effet, les hautes herbes sont des milieux très propices pour le développement des campagnols et une fauche régulière permet de réduire les populations. Je vous remercie. »

5. En remplacement de Mme Imane Küng (PS), démissionnaire, nominations :

a) d'un membre à la Commission des règlements, naturalisations et agrégations

M. Michael Mettille (PS), au nom du parti socialiste, propose la candidature de Mme Monica Paz (PS).

Aucune autre proposition n'étant formulée, Mme Monica Paz (PS) est élue tacitement.

b) d'un membre à la Commission d'urbanisme

M. Michael Mettille (PS), au nom du parti socialiste, propose la candidature de M. David Quesada

Aucune autre proposition n'étant formulée, M. David Quesada est élu tacitement.

6. Demande de crédit cadre de 343'000 fr. pour financer des travaux de modernisation du réseau d'éclairage public

Au nom de la Commission des travaux publics et de l'environnement, M. Jean-Philippe Favre (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, « Fiat lux » ! Il ne s'agit pas ici d'accorder un crédit pour l'achat d'un véhicule italien haut de gamme, mais bien de poursuivre les travaux entamés pour que la lumière soit dans toutes les rues du village.

La Commission des travaux publics et de l'environnement a pu bénéficier des explications éclairées du Conseil communal. Elle a pris acte avec satisfaction du fait que le premier crédit cadre octroyé en 2023 avait permis d'aller un peu au-delà de ce qui avait été prévu et s'est réjoui que l'ensemble des rues puisse bientôt profiter de luminaires modernes dans une perspective d'économie des ressources.

Dans cette optique, - et cela sera le dernier jeu de mots de cette intervention - la Commission a soutenu à l'unanimité le rapport du Conseil communal et la demande de crédit qui en découle. Elle vous propose de faire de même. »

Au nom de la Commission financière, M. Michel Billant (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, la Commission financière s'est réunie en date du 2 septembre. Le montant du crédit correspond à la dernière offre reçue de Viteos, soit 1'300 fr. par luminaire LED, multipliés par les 240 luminaires à changer ; cela correspond aux 312'000 fr. demandés avec environ 10 % de divers. Cette demande est une continuité de la décision de la précédente législature concernant l'éclairage public et n'a pas provoqué de débat particulier. L'arrêté a été accepté à l'unanimité par 7 voix. »

Monsieur le président du Conseil général ouvre la discussion d'ordre général.

M. Dylan Nicole (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, bien évidemment, le groupe socialiste de Cortaillod soutient ce rapport. Il n'a pas soulevé énormément de débat, que ce soit au sein de notre parti, que dans les commissions puisqu'il s'inscrit dans une continuité de la modernisation de nos luminaires et du premier crédit. Ce rapport reste néanmoins important. Il nous permettra de faire des économies d'électricité, d'une façon qui satisfait visiblement 96 % des personnes interrogées. Mais à mon humble avis, le plus important est de limiter la pollution lumineuse. J'ai non seulement beaucoup de plaisir à regarder les étoiles lorsque je rentre un peu tard de la bibliothèque ou quand je rentre un peu claudiquant de la Fête des Vendanges. On vous recommande donc de voter « oui » à l'arrêté. Je vous remercie. »

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas combattue, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et ouvre un second débat, article par article sur l'arrêté qui est proposé :

Article premier : Un crédit cadre de 343'000 fr. est accordé au Conseil communal pour financer des travaux de réfection du réseau d'éclairage public.

Article 2 : La dépense sera portée aux comptes d'investissement n°50100.36 du chapitre 61500 « Routes communales » et amortie partiellement par un prélèvement à la « Réserve d'équipement (dessertes) », compte n°29103.00 du bilan. Le solde non couvert par ce prélèvement sera amorti au taux de 5 %.

Article 3 : Le Conseil communal est autorisé à conclure l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.

Article 4 : Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté, à l'expiration du délai référendaire.

Les articles n'étant pas contestés, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et passe au vote de l'arrêté qui est accepté par 39 voix sans opposition.

7. Réponse à la motion « Demande au Conseil communal de procéder à une étude d'aménagement de la place Marcel de Coulon au Petit Cortaillod » et demande de crédit de 60'000 fr. pour financer l'étude ad hoc ;

Monsieur le président du Conseil général ouvre la discussion d'ordre général.

M. Etienne Matile (PLR) : « Je souhaite relayer au nom et en tant que membre de l'Association du Petit-Cortaillod, l'APC, une demande importante. L'APC, qui regroupe un large nombre d'habitants et de riverains concernés, demande à être consultée en amont des prochaines étapes du projet, afin de contribuer de manière constructive aux réflexions et aux choix qui seront faits.

Par ailleurs, l'APC souhaiterait savoir quelle suite a été donnée au compte rendu de la réunion tenue en juillet entre l'APC et les représentants de la Commune. Certaines questions importantes restaient ouvertes, en particulier : la désignation d'un référent communal chargé d'assurer un lien régulier avec l'APC ; l'organisation d'une séance d'information publique sur l'avenir de la place de Coulon ; la mise en place d'un groupe de suivi auquel l'APC serait associée pour tout projet ayant un impact direct sur le quartier. L'APC remercie par avance le Conseil communal de bien vouloir préciser comment il entend associer l'association et répondre à ces points, dans un esprit de transparence et de collaboration constructive. Je vous remercie. »

M. Philippe Amez-Droz (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames Messieurs, je m'exprime ici à titre privé. J'ai fauté. J'ai fauté car, quelques fois, j'ai accepté des crédits pour des projets qu'on ne pouvait pas refuser sans amener Cortaillod à être vu comme pingre ou un peu « has been » (du passé) si on n'entamait pas les travaux dans les mois qui suivaient. Parmi ces projets, on trouve, par exemple, une capitainerie qui, c'est vrai, aujourd'hui ne fait pas encore la fierté de notre village ; certains aménagements divers et variés sur la plage et le camping ; un terrain de beach-volley, un emplacement qui ne fait, semble-t-il, pas rêver grand monde ; des parkings à vélos tout près dudit terrain de beach-volley qui allaient profiter dudit emplacement rêvé.

Donc ce soir, je ne veux pas fauter encore une fois. La Commune de Cortaillod a certainement un des plus beaux potentiels d'aménagement du Littoral Neuchâtelois pour son port, sa plage et ses environs : le Petit-Cortaillod ; son bourg et les vignes en font un lieu magique loin à la ronde.

La Commune possède dans ce coin plus de 5 hectares d'un seul tenant, sans compter certaines routes et autres surfaces gagnées sur le Lac. Je trouve que nous devons arrêter de faire l'aménagement de cette immense zone par petits bouts sans avoir une idée de ce que cela pourrait être à moyen et long termes, de ce que nous voulons y installer et, grosso-modo, comment et quand.

Ce soir, nous zoomons sur la place ; hier c'était sur le terrain de beach-volley ; demain, ce sera sur une nouvelle capitainerie certainement. Tous ces projets sont traités sans vraiment penser aux liens entre eux. Si ce soir nous faisons un pas de plus dans la direction d'un nouvel aménagement pour cette place, on remettra une « enclave », certes peut-être très belle, je ne conteste pas, mais sans grande cohérence avec le reste sur ce vaste terrain.

Je sais que le terrain de beach-volley est voté et qu'il se fera. C'est dommage. Mais, arrêtons là !

Ce soir, j'approuverai le rapport du Conseil Communal qui a fait le job pour répondre à la motion, mais je m'arrêterai là dans mon soutien. J'invite le Conseil communal à mettre sur pied une réflexion, peut-être avec des gens hors politique, certainement des commissions par exemple celle de la culture, des loisirs et des sports et celle de l'urbanisme et proposer une vision plus large pour cette zone en se posant, par exemple, les questions suivantes et dans un ordre tout à fait quelconque :

- Le terrain de foot du fond est-il nécessaire ou est-ce que le centre d'entraînement international de Boudry pourrait aussi accueillir les joueurs de la commune d'à côté ?
- Quels sont les réels besoins du port en termes de capitainerie, de locaux annexes, d'installations de lavage, d'hivernage des bateaux, etc. ?
- Les habitants ont-ils des demandes légitimes à prendre en compte ?
- Les locaux et les infrastructures pour les sociétés locales qui sont présentes sur le site sont-ils adaptés ?
- Les commerces de la place ont-ils des attentes particulières ?
- Est-ce que la mobilité doit être la même la semaine que le week-end, en été ou en hiver ?
- Quelles sont les solutions techniques d'aujourd'hui qui pourraient nous aider ?
- Qui utilise quelles installations ? Qu'est-ce qui manque ? Qu'est-ce qui ne sert à rien ou éventuellement à plus rien ?
- Qui va venir s'asseoir sur les bancs et quelles manifestations ont besoin de quelles surfaces ?
- Les infrastructures souterraines et les réseaux sont-ils en bout de course ?
- Le terrain de camping est-il bien dimensionné et son emplacement est-il adapté ?

Peut-être qu'un café-citoyens, même si je ne suis pas fan de ce genre de séance, pourrait être un point de départ.

A titre personnel j'ai peu d'intérêt dans cette zone actuellement, mais je me permets ce regard extérieur puisque je dois me prononcer sur un nouveau point concernant cette belle partie de notre Commune. Il me semble au moins qu'un temps de réflexion est nécessaire. Je vous invite à y réfléchir aussi. Merci. »

Monsieur le président du Conseil général donne la parole aux commissions consultées.

Au nom de la Commission des travaux publics et de l'environnement, M. Jean-Philippe Favre (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, la motion dont il est question ce soir fait un peu penser à une pelote de laine : on tire sur le brin qui dépasse sans savoir exactement quelle en sera la longueur réelle.

Ce qui pourrait être envisagé comme un simple re-surfage accompagné de l'installation d'un ou deux bancs et d'un arbre en container pose soudain bien d'autres questions. Quel type de revêtement siéra le mieux à cette place dont chacun s'accorde à reconnaître le charme et le potentiel ? À quoi faut-il que cette place puisse servir ? Si l'on souhaite que les usagères et les usagers y passent volontiers un peu de temps, comment l'équiper en mobilier et comment éviter d'en faire un îlot de chaleur ? Comment préserver les intérêts des bordiers et des commerces ? Comment s'assurer que les véhicules de secours et de livraison ne soient pas entravés dans leurs manœuvres ? Faudra-t-il profiter d'éventuelles interventions pour rénover des installations souterraines ? Et surtout, que faire du trafic qui traverse immanquablement cet endroit ?

Cette dernière question, inévitable, n'est pourtant pas soulevée par la motion. Elle semble toutefois constituer le sujet le plus épineux.

En effet, voici quelques mois, la Commission s'était prononcée assez facilement et de manière unanime en faveur d'un aménagement plutôt onéreux, considérant que le site le méritait. À cette même occasion, tout comme lorsqu'elle s'est penchée sur le rapport objet de nos débats d'aujourd'hui, elle a dû constater que la gestion du trafic au Petit-Cortailod méritait d'être étudiée en profondeur.

Considérant la proposition du Conseil communal d'attendre l'hiver 2027-2028 pour procéder aux hypothétiques aménagements afin de bénéficier de subventions cantonales, la Commission a estimé qu'il serait pertinent de profiter de ce délai pour examiner en détail les variantes envisageables relatives au trafic. Elle estime même utile de mener des tests en la matière.

Un commissaire a évoqué la possibilité de déposer un amendement pour élargir le champ d'étude au trafic automobile et adapter le montant du crédit en conséquence.

Dans ce contexte, la Commission s'est prononcée en faveur du classement de la motion, estimant que le mandat était rempli par le rapport présenté ce soir. Elle a apporté son soutien à la perspective d'un amendement tel qu'il a été décrit durant ces débats. »

Au nom de la Commission financière, M. Michel Billant (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, après la présentation du projet, une longue discussion sur la gestion de la mobilité future et du parage à proximité du port a été engagée. Une étude plus générale sur la mobilité semble importante et permettrait d'éviter des erreurs, avec un concept d'accessibilité et de parage servant aux commerces, au camping, à la plage, aux terrains de foot et futur beach volley, qui présentent chacun des spécificités.

Il est donc proposé de mandater un bureau spécialisé en trafic pour réaliser une telle étude. Le coût estimatif de cette étude ne devrait pas excéder les 20'000 fr. La finalité de la démarche est de pouvoir se prononcer sur un dossier plus complet et éviter de faire et défaire, en assurant une cohérence dans le choix ce qui aboutirait à une charge financière mieux contrôlée.

La Commission financière est donc favorable à la motion et à augmenter le crédit sous réserve de son acceptation par la Commission des travaux publics. Le crédit a été accepté à l'unanimité par 7 voix. »

Monsieur le président du Conseil général rouvre la discussion d'ordre général.

M. Yves-Alain Meister (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames et Messieurs les conseillers, amendement déposé par la Commission des travaux publics et de l'environnement et soutenu par la Commission financière.

Le Conseil communal avait à répondre à la motion de procéder à une étude d'aménagement de la place du Petit-Cortailod. Il a pleinement répondu à cette motion par son rapport du 4 septembre 2025 et peut ainsi en être remercié.

Dans ledit rapport au point 4., il a évoqué du bout des lèvres le problème de la mobilité autour du site du Petit-Cortailod. Nous ne pouvons que remercier l'Autorité communale de l'avoir fait, car s'il y a peu d'endroits à Cortailod où l'on rencontre un enjeu en mobilité, là je vous assure, il y en a un !

C'est un lieu stratégique et touristique. C'est d'ailleurs la 3^e plus belle plage de Suisse romande selon ce qui a été révélé dans la presse par l'agence Watson. Il faut donc s'en préoccuper.

En juin dernier, une photo de l'actuelle situation en matière de mobilité ainsi qu'un inventaire des possibilités d'accès futurs ont été présentés à la Commission des travaux publics par un bureau d'aménagistes. Ceci constitue les premiers inputs d'une étude de mobilité.

Je vais vous dire pourquoi il est nécessaire de procéder, maintenant, à une étude de mobilité et de mandater un bureau d'ingénieurs spécialisé en trafic. Imaginons que vous souhaitez construire une maison, par quoi commenceriez-vous ? Par les aménagements extérieurs en plantant des arbres et des arbustes et en engazonnant ? Ou débiteriez-vous par la construction de votre habitation ? Eh bien il en va de même pour la place du Petit-Cortailod. Avant de vouloir l'aménager, réfléchissons tout d'abord à son fonctionnement et à son utilisation future, à l'ensemble des contraintes qui y sont liées.

Le site du Petit-Cortailod à proximité du port est durant la période estivale, les week-ends de beau temps et lors de diverses manifestations (fête d'été, brocante, etc.), très visité. Ce site n'étant pas desservi par les transports publics, les visiteurs s'y rendent presque exclusivement en voiture. Bien qu'il existe à proximité un parking d'une capacité de 278 places, La Gouille, les usagers vont chercher à se parquer à proximité des commerces et du camping puisqu'une cinquantaine de places y sont disponibles. Durant les jours d'affluence, les allers et retours de véhicules ne trouvant pas à se garer congestionnent ce site.

De quoi devrait traiter prioritairement cette étude de mobilité ? De l'accessibilité au Petit Cortailod, mais aussi et surtout de la gestion des places de parcs.

Sur le plan de l'accessibilité, cette étude devrait définir l'accessibilité future au site du Petit-Cortailod : si l'on conçoit un trafic bidirectionnel, en boucle, mixité ou séparation du trafic, limitation ou pas de véhicules lourds, il faut étudier les possibilités de giration de ces derniers, quel régime de vitesse on souhaite, etc.

Les variantes de réorganisation locale des circulations devraient faire l'objet d'une génération systématique des différentes possibilités envisagées, puis être analysées et comparées quant à leur faisabilité technique par rapport à des critères à déterminer au préalable.

Stationnement : plus important encore, l'étude doit définir quels usagers peuvent se rendre sur les places situées à l'ouest du Vaisseau, la durée du parage, le nombre de places « voitures » dédiées aux commerces, aux riverains et aux personnes à mobilité réduite, quelle disposition du stationnement est à mettre en œuvre pour les vélos, motos, scooters.

Une telle étude permettra de valoriser pleinement le futur aménagement de cette place, car les modalités de gestion du trafic et du parage seront connues et partagées. On saura quel trafic est autorisé à rouler et dans quel sens, en particulier sur la place à réaménager. Cela permettra d'y installer du mobilier urbain, de créer des espaces pour des terrasses et surtout d'y planter idéalement des arbres aux bons endroits. En fonction de l'organisation des circulations retenue dans le secteur, les emprises requises de chaussée devront être établies afin d'intégrer par exemple les contraintes de giration des véhicules d'urgence (pompiers, bers de stockage, etc.).

Cette étude permettrait également de préciser les besoins en stationnement dans le secteur en fonction des jours de la semaine, de la saison (relevés de l'occupation des places durant des périodes représentatives), d'établir un bilan de l'offre actuelle et future de parage et de décliner les mesures d'accompagnement nécessaires.

Finalement, l'intégration à l'étude des besoins des commerçants, des associations, des riverains, des activités du port, du camping devrait éviter de nombreuses oppositions lors de sa mise à l'enquête publique et, par conséquent, de mener ce projet dans des conditions optimales pour faciliter sa réalisation (pas de pertes de temps et de dépenses pour des procédures complémentaires pour traiter les recours).

Par conséquent, l'entier de la Commission des travaux publics et de l'environnement dépose un amendement demandant au Conseil communal de mener cette étude de mobilité pour un montant maximal de 20'000 fr. Cet amendement est soutenu par la Commission financière. Son texte n'est pas modifié. Seul le montant du crédit sollicité passerait de 60'000 fr. à 80'000 fr. Nous demandons au Conseil général de bien vouloir soutenir cet amendement par son vote.

Et vous savez, si le projet de réaménagement de la place ne devait pas se faire, l'étude de mobilité ne serait pas à jeter. Elle servirait une fois pour toute à régler le problème de circulation sur ce site du port. »

Mme Silvia Rodriguez Cavaleri (Vert-e-s) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, je souhaiterais, juste à titre personnel, rendre attentif au fait qu'on pense aussi aux gens à mobilité réduite selon le pavage, que les gens puissent se déplacer en chaise roulante et que pour les personnes malvoyantes et aveugles, s'il était aussi possible de penser à des repères pour pouvoir se déplacer sur les lignes par la suite. »

M. Olivier Félix (CC) : « Monsieur le président, le rapport qui vous est présenté ce soir avait pour objectif de répondre à la motion et la motion était assez claire. Elle concernait un périmètre assez restreint. J'ai pris note, respectivement je lis avec attention le procès-verbal qui a été fait. Il y a effectivement beaucoup, beaucoup de questions. Certaines ont quand même déjà été abordées. Certaines études ont été faites, par exemple, les pavés qui pourraient être mis en place sont des pavés qui permettent, à mon avis, de ne pas avoir trop de problèmes. En fait, il y a toute une série de questions auxquelles il faudra répondre et avec le crédit qui vous est proposé ce soir, il sera possible de répondre à ces questions. Egalement, naturellement si vous acceptez l'amendement, on aura plus de moyens pour répondre à ces questions, moyens qu'on utilisera toutefois avec parcimonie parce que certains éléments ont également déjà fait l'objet d'une pré-étude donc, on ne va pas repartir à zéro.

Concernant l'intervention qui a été faite sur une vue globale, je rappelle simplement qu'il y a une commission qui actuellement devrait traiter de la vue globale non seulement du Petit-Cortailod, mais également du village, c'est la Commission PAL. Et je pense que s'il y a une commission qui devrait s'attacher pour répondre aux questions qui ont été posées, c'est cette commission.

Finalement, par rapport à la question des contacts avec l'APC, donc l'Association du Petit-Cortailod, je peux vous informer qu'une délégation du Conseil communal a eu un contact avec une délégation du comité de l'APC. Il y aura certainement et prochainement une nouvelle discussion par rapport à ce sujet sensible parce que les questions qui ont été posées ici sont des questions sensibles. C'est clair qu'il y aura une information qui sera effectuée en temps voulu. On veut également entendre les différentes parties au Petit-Cortailod. Il y a de nombreuses parties différentes qui parfois ont des intérêts différents. Le Petit-Cortailod est un endroit sensible. Je me souviens qu'une personne qui était en charge de la sécurité dans le village m'avait dit « Olivier, il y a deux endroits où il est très difficile de régler les problèmes, notamment les problèmes de circulation, c'est le Petit-Cortailod en été et devant le collège à la rentrée des classes. »

On a déjà pris une première mesure par rapport à la question de la circulation au Petit-Cortailod qui, je pense, a déjà porté ses fruits, c'est de trouver la clé pour débloquent le portail. En remettant ce portail et en cachant les panneaux des parkings. Il y avait un super panneau, qui était assez intéressant d'ailleurs. Il y avait sur le même panneaux trois panneaux différents avec trois systèmes différents (un payant, un bleu et un illimité). On a caché ceux qui indiquaient qu'il y avait des places de parc au Petit-Cortailod. Je pense notamment par rapport à ceux qui viennent d'un peu plus loin, le fait d'avoir mis cette barrière et d'indiquer que le parking était à la Gouille, cela a déjà un peu désengorgé. Mais ce n'est qu'une des questions qui ont été posées. Je vous remercie de soutenir l'arrêté qui a été proposé. »

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et met au vote l'amendement déposé par la Commission des travaux publics et de l'environnement et soutenu par la Commission financière :

« Au rapport du Conseil communal au Conseil général en réponse à la motion « Demande au Conseil communal de procéder à une étude d'aménagement de la place Marcel de Coulon au Petit-Cortailod »

Arrêté du Conseil général accordant au Conseil communal un crédit de 80'000 fr. pour financer l'étude d'aménagement de la place du Petit-Cortailod

Article premier : Un crédit cadre de 80'000 fr. est accordé au Conseil communal pour financer l'étude d'aménagement de la place au Petit-Cortailod

Article 2 : Inchangé
Article 3 : Inchangé
Article 4 : Inchangé »

Mis au vote, l'amendement est accepté par 32 oui contre 2.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas combattue, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et ouvre un second débat, article par article, sur l'arrêté amendé qui est proposé :

Article premier : Un crédit cadre de 80'000 fr. est accordé au Conseil communal pour financer l'étude d'aménagement de la place du Petit-Cortailod.

Article 2 : La dépense sera portée aux comptes des investissements n°52900.10 du chapitre 61500 « Routes communales » et amortie au taux de 20 %.

Article 3 : Le Conseil communal est autorisé à conclure l'emprunt nécessaire au financement dudit crédit.

Article 4 : Le Conseil communal est chargé de l'exécution du présent arrêté, à l'expiration du délai référendaire.

Les articles n'étant pas contestés, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et passe au vote de l'arrêté amendé qui est accepté par 31 contre deux.

Monsieur le président du Conseil général met au vote le classement de la motion, lequel est accepté par 36 voix sans opposition.

8. Réponse à la motion interpartis « Conseil communal - pour une reconnaissance à hauteur de la charge ! » et proposition d'adoption du Règlement fixant les conditions de rétribution des membres du Conseil communal

Au nom de la Commission financière, M. Michel Billant (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, En réponse à la motion interpartis, le Conseil communal nous a fait part de ses réflexions, soit :

- Une adaptation et un maintien du forfait financier augmenté de 10 %, montant équivalent à l'indexation de l'indice des prix à la consommation calculée depuis 2004, date de la fixation du forfait actuel ;
- Une affiliation à la Caisse de pensions de la fonction publique du canton de Neuchâtel (CPCN) ;
- Une possibilité de formation pour les nouveaux conseillers communaux.

La Commission a évalué les propositions et invite à passer à une indexation à 15 % afin de s'aligner sur les pratiques des communes voisines. Ceci couvrira aussi approximativement la part de l'employé à l'affiliation à la CPCN.

Concernant le système de rémunération actuel, socle + indemnité horaire, il est jugé représentatif de la charge des différents dicastères ; cela signifie de ne pas modifier le système actuel. Il est donc proposé par la Commission de valoriser le forfait à 1'380 fr. mois. A noter que le sujet de sa réévaluation dans le futur n'a pas été traité, mais que le faire tous les 20 ans n'est pas tout à fait normal.

Concernant l'affiliation à la Caisse de pensions, elle a fait l'unanimité des membres de la Commission. Nous souhaitons rappeler que le système actuel pénalise fortement une personne travaillant à 100 % perdra 20 % de cotisation sur son 2^e pilier si elle veut s'engager dans notre Conseil communal. La Commission s'accorde à dire que c'est un frein pour trouver de futurs candidats.

Le montant proposé de 3'000 fr. de budget de formation par législature et par membre du Conseil communal fait l'unanimité dans la mesure où la fonction devient de plus en plus complexe.

Au final, les membres de la Commission se positionnent comme suit :

- 7 voix, à l'unanimité, pour une affiliation à la Caisse de pensions ;
- 7 voix, à l'unanimité, pour une augmentation de la rémunération des membres du Conseil communal pour un montant forfaitaire mensuel de rétribution passant de 1'200 fr. à 1'380 fr. ;
- 7 voix, à l'unanimité, pour un montant de 3'000 fr. par législature par membre du Conseil communal.

En appliquant ses mesures, la charge financière pour la Commune est estimée comme supportable. Les membres de la Commission financière acceptent la modification du règlement à l'unanimité, par 7 voix.

Monsieur le président du Conseil général ouvre la discussion d'ordre général.

M. José Arias (Vert-e-s) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs les conseillers généraux, Les Vert-libéraux et les Vert-e-s remercient le Conseil communal pour la réponse à la motion « Conseil communal – pour une reconnaissance à hauteur de la charge ». Il s'agit d'un exercice compliqué, car vous êtes forcément un peu juges et parties.

Concernant l'augmentation de 15 % de la rémunération, en sachant qu'il n'y a pas eu de revalorisation depuis 2004, elle correspond à l'évolution de IPC sur cette période (+12,8 %). Je me permets de rappeler que cet indice ne comprend pas les primes maladie (+44 %) ni l'évolution des loyers (+32 %). Il n'y a donc pas à rougir de cette augmentation totalement justifiée.

Au niveau de la somme à disposition pour la formation de 3'000 fr. par législature, nous trouvons qu'elle pourrait être plus généreuse. En effet, même s'il n'y a pas de formation « clé en main » de conseiller communal, il y a une multitude de compétences qui peuvent être développées pour améliorer les connaissances des conseillers en fonction de leur dicastère. Par exemple, se tenir à jour sur les outils d'IA qui peuvent faire gagner du temps, des cours de gestion de projets pour suivre efficacement les travaux, s'informer dans des salons professionnels de nouvelles techniques pour des infrastructures plus durables, comprendre l'analyse de cycle de vie des matériaux pour minimiser les impacts environnementaux de nos activités, etc.

Nous avons la chance d'avoir des conseillers communaux très compétents qui n'ont pas besoin des formations supplémentaires, mais cela pourrait être un plus pour favoriser de nouvelles vocations ces prochaines années.

D'un autre côté, nous comprenons aussi que le Conseil communal est au service de la population et celle-ci pourrait ne pas forcément comprendre une augmentation de prestations trop importante quand tout le monde doit fournir des efforts pour limiter les dépenses publiques.

Nous vous recommandons d'accepter le classement de la motion et d'adopter la modification du règlement proposé par le Conseil communal. Nous espérons surtout que la prochaine valorisation n'aura pas lieu en 2044, mais de manière plus régulière avec une fréquence toutes les législatures. Merci pour votre attention. »

M. Dylan Nicole (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, le parti socialiste est ravi de pouvoir voter sur la revalorisation de la fonction de membre du Conseil communal. Un projet que nous soutenons avec joie, car très proche de nos valeurs et nos idéaux. Cependant, quelque chose manque encore à ce projet pour qu'il soit pleinement fonctionnel et satisfaisant.

La charge mentale de conseiller et conseillère communal-e ainsi que la complexité des dossiers ont fortement augmenté ces dernières années. Il est donc responsable d'adapter et de moderniser la rémunération. En effet, si nous acceptons ce rapport tel qu'il est proposé, rien ne le pérennise. Afin d'éviter de devoir à nouveau réfléchir à une mise à niveau de la rémunération du Conseil communal, nous vous proposons d'amender le projet afin d'indexer le montant prévu à l'article 1^{er} lettre a) et b), à l'indice national des prix à la consommation (IPC). Cette modification permettrait de mettre définitivement fin à cet objet, en l'inscrivant dans une continuité. De plus, la valorisation du Conseil communal présent et futur serait plus juste. En effet, il n'est pas normal de garder la même rémunération pendant une décennie et de l'augmenter quand ça nous chante. Ne laissons plus le Conseil communal en attente permanente et fixons les choses une bonne fois pour toute. C'est pourquoi, nous vous préconisons d'accepter cet amendement. Je vous remercie de votre attention. »

M. Michel Billant (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, je réagis à titre personnel et j'aimerais m'exprimer. J'entends la proposition qui est faite et c'est effectivement un moyen de maintenir une certaine attention sur des variations qui pourraient être négatives c'est l'IPC, l'indice des prix à la consommation, il ne faut pas l'oublier.

Je rappelle que les 15 % dont on parle ici représentent 180 fr. par mois. Donc j'imagine que 0.8 % ce que ça va pouvoir faire à part générer peut-être des charges au niveau de l'administration. Voilà, je voulais m'exprimer là-dessus et rappeler qu'on en train de travailler sur des montants qui sont quand même relativement faibles. Merci. »

M. Quentin Jucker (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, c'est aussi à titre personnel que je voudrais dire que les moyens ne sont pas mal actuellement. Si une année devait être mauvaise, augmenter le Conseil communal vu la situation économique pourrait être très mal perçu au niveau de la population, ce qui donnerait une mauvaise image de la Commune et ceci aurait une influence sur la valorisation de la fonction

A la demande de M. Philippe Amez-Droz (PLR), Monsieur le président prononce une suspension de séance de cinq minutes.

A la reprise des débats, Monsieur le président donne lecture de l'amendement proposé par le parti socialiste.

Amendement :

L'article premier du projet de « Règlement fixant les conditions de rétribution des membres du Conseil communal » est modifié par l'adjonction de l'alinéa 2 suivant :

²Les montants prévus à l'article premier, al.1, lettre a) et b) sont basés sur l'Indice suisse des prix à la consommation (IPC), publié par l'Office fédéral de la statistique, du mois de décembre 2025. Ils sont ensuite adaptés annuellement au renchérissement en fonction de l'évolution de l'IPC. L'ajustement s'effectue chaque année au 1er janvier en prenant pour référence l'IPC du mois de décembre précédent. Les montants ainsi indexés restent applicables durant toute l'année civile.

M. Philippe Amez-Droz (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, comme vous avez pu le constater le PLR a discuté de la proposition d'amendement et nos réflexions sont les suivantes : l'IPC, ce n'est pas forcément un chiffre qui augmente chaque année donc, baser la rémunération des conseillers communaux sur l'IPC veut aussi dire, de temps en temps, baisser le salaire. Deuxième chose, le « travail » de conseiller communal n'est pas un vrai job, c'est un service à la communauté et il nous semble quelquefois bizarres de pouvoir indexer simplement ce montant sur un indicateur que nous trouvons ne pas être forcément le meilleur. En plus, le personnel qui travaille pour la Commune a un salaire qui n'est pas indexé directement sur l'IPC, mais qui est décidé à un certain moment, notamment en fin d'année, par le budget pour une augmentation ou pas. Donc, il semblerait bizarre de fixer le salaire des conseillers communaux sur l'IPC alors que le salaire des employés communaux est fixé sur une autre base. Nous demandons de refuser cet amendement. »

Mme Odile Duvoisin (PS) : « Monsieur le président, Mesdames et Messieurs, j'aimerais poser une question au Conseil communal. Est-ce réel que le personnel communal n'est pas indexé selon les principes de la fonction publique ? Ce que l'on demande, c'est effectivement que les salaires des conseillers communaux qui ont un salaire pour un travail, je reviens là-dessus, un vrai travail, qui soit indexé selon le statut de la fonction publique que ce soit l'IPC ou autre. Oui, ces dernières années, elle a été négative et mais il y a eu des années où c'était positif. Donc, revenir dans 20 ans pour revoir le salaire des conseillers communaux et des conseillères communales. Je souhaite que vous souteniez la motion pour une indexation à l'IPC comme toute la fonction publique. »

Mme Sarah Collioud (CC) : « Mesdames, Messieurs, pour répondre à la question directement. Les salaires des employés communaux sont indexés selon les directives cantonales de la fonction publique qui sont publiées à la fin de chaque année. C'est-à-dire que si le Canton indexe, on indexe, si le Canton n'indexe pas, on n'indexe pas. »

M. Philippe Amez-Droz (PLR) : « Vous pouvez préciser, s'il vous plaît, si c'est sur l'IPC ou pas forcément sur l'IPC. »

Mme Sarah Collioud (CC) : « C'est sur l'IPC du mois de mai de chaque année que le Canton prend sa décision. »

M. José Arias (Vert-e-s) : « Vous confirmez que les employés de la Commune peuvent avoir des baisses de salaire si l'IPC est négatif ou s'il est négatif, on ne les baisse pas. »

Mme Sarah Collioud (CC) : « La réalité est que dans les décisions cantonales, quand l'IPC est négatif, il est rarement baissé. Cela pouvait être le cas. Ce n'est pas le cas. Quand il est positif, c'est évidemment accordé selon les budgets. »

M. Vincent Cavaleri (Vert-e-s) : « Mesdames, Messieurs, je précise juste que pour certaines professions quand l'IPC est négatif, le salaire est baissé. Ces dernières années, cela a été chaque fois le cas, en hausse ça monte, en bas ça descend. Effectivement, ça fait un peu les montagnes russes. »

M. Michel Billant (PLR) : « Merci pour la précision de rappeler comment l'IPC ça fonctionne. On passe énormément de temps pour voir comment revaloriser et maintenant on est train de voter dans un système qui pourrait apporter des baisses.

M. Vincent Cavaleri (Vert-e-s) : « Le Conseil communal, je pense, le Canton l'aurait aussi, la faculté de ne pas suivre vers le bas et la faculté de ne suivre que vers le haut. Ce n'est pas une obligation. »

Monsieur le président du Conseil général met au vote l'amendement du parti socialiste, lequel est refusé par 17 voix contre 11.

La parole n'étant plus demandée et l'entrée en matière n'étant pas combattue, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et ouvre un second débat, article par article sur l'arrêté qui est proposé :

Article premier : *Bases de la rétribution*

- a) Pendant la durée de son mandat, chaque membre du Conseil communal perçoit une rétribution composée :
- b) d'un montant forfaitaire mensuel brut de 1'380 fr., servi 12 fois ;
- c) d'une indemnité brute de 57 fr. 50 par heure de travail ;
- d) d'une indemnité forfaitaire mensuelle pour frais de déplacements de 50 fr.

Article 2 : *Rémunération forfaitaire*

Le forfait mentionné à l'article premier, lettre a), rémunère le temps consacré aux activités suivantes :

- a) les séances hebdomadaires et les séances spéciales du Conseil communal, y compris le temps de préparation de celles-ci ;
- b) les séances du Conseil général, y compris les séances de préparation de celles-ci avec les membres du bureau du Conseil général ;
- c) les séances consacrées à l'étude du budget et des comptes, y compris avec la Commission financière ;
- d) les réceptions et manifestations auxquelles le Conseil communal participe, ou devrait participer, incorpore, telles que manifestations officielles, réception des nouveaux habitants, remise des mérites sportifs et culturels, réception des jubilaires et celle des habitants de 18 ans, inaugurations, etc. ;
- e) les séances avec d'autres autorités communales ou cantonales visant à coordonner la politique en général, hors projets spécifiques ou séances des associations et structures intercommunales ;
- f) la signature du courrier et autres documents par le président et le secrétaire du Conseil communal.

Article 3 : *Rémunération horaire*

L'indemnité horaire mentionnée à l'article premier, lettre b), rémunère le temps consacré aux activités suivantes :

- a) les séances des commissions communales ;
- b) l'étude et la rédaction des rapports, correspondances ou autres documents en lien avec l'exercice du mandat ;
- c) les assemblées générales et séances de travail des syndicats intercommunaux, associations, sociétés ou autres institutions dont la Commune est membre ;
- d) les séances de travail nécessaires à la gestion des dicastères.

Article 4 : *Frais de déplacements*

¹L'indemnité pour frais de déplacements mentionnée à l'article premier, lettre c), couvre l'ensemble des déplacements effectués sur le territoire du Canton de Neuchâtel.

²Les frais de déplacements hors du Canton sont indemnisés aux mêmes conditions que celles appliquées au personnel communal. Dans ce cas, le temps du déplacement est indemnisé selon les dispositions des articles 2 et 3.

- Article 5 : *Remboursement d'indemnités*
Toute indemnisation et tout jeton de présence reçus par les membres du Conseil communal pour d'autres mandats politiques en lien avec leur mandat à l'exécutif sont reversés à la Commune.
- Article 6 : *Prévoyance professionnelle*
Les dispositions des statuts et règlements de la caisse de pensions à laquelle est affilié le personnel communal sont applicables aux membres du Conseil communal.
- Article 7 : *Frais de formation*
Les frais de formation en lien avec le mandat à l'exécutif sont remboursés par la Commune jusqu'à concurrence de 3'000 fr. par législature à chacun des membres du Conseil communal.
- Article 8 : *Assurances sociales et allocations*
Les membres du Conseil communal ont droit aux prestations prévues pour le personnel communal en matière d'assurances sociales et d'allocations complémentaires pour enfants.
- Article 9 : *Abrogation*
La directive fixant la rétribution des conseillers communaux, du 15 juin 2009, est abrogée.
- Article 10 : *Dispositions finales*
¹Le présent règlement entre en vigueur le 1^{er} janvier 2026.
²Il sera soumis à la sanction du Conseil d'Etat à l'expiration du délai référendaire.

Les articles n'étant pas contestés, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et passe au vote de l'arrêté qui est accepté par 38 voix contre 1 opposition.

Monsieur le président du Conseil général met au vote le classement de la motion, lequel est accepté par 36 voix contre 2 oppositions.

9. Motion « Installation de deux véhicules en autopartage de type Mobility, à Cortaillod »

Au nom des motionnaires, Mme Silvia Rodriguez Cavaleri. (Vert-e-s) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, les Verts, Verts libéraux et le PS avons le plaisir de présenter cette Motion qui demande au Conseil Communal d'étudier l'installation de deux véhicules Mobility : un dans le bas du village et un dans le haut. Afin de réduire les gaz à effet de serre et contribuer à atteindre la neutralité carbone, notre Commune peut aider des citoyens à agir concrètement et modifier certaines habitudes de déplacement.

Au cours d'une vie, les besoins en mobilité et les moyens financiers peuvent varier considérablement, ce qui est tout à fait normal. Actuellement, il y a deux catégories d'adultes, les personnes avec une ou plusieurs voitures privées et les personnes sans voiture. Il y a un sacré saut entre les deux puisque les transports publics ont un bon potentiel d'amélioration. Avec l'autopartage, il sera possible de repenser sa mobilité de façon pragmatique et réaliste selon sa situation personnelle, professionnelle et/ou financière.

Pour une utilisation occasionnelle et régionale l'autopartage est bien plus intéressant au niveau financier. Pas besoin de penser aux services périodiques ni aux changements de pneus, aux assurances et aux taxes. Cela représente une belle économie. Comme le prix de l'essence est inclus dans la location, il n'y a pas de surprises au niveau des coûts. Posséder sa propre voiture incite à l'utiliser plus fréquemment que les transports publics puisque l'on a des frais de base qu'il convient d'amortir. D'autres personnes gardent une voiture pour une utilisation occasionnelle car « c'est bien pratique parfois ! ». Saviez-vous qu'un véhicule reste en moyenne parkée 23h/24 ? N'est-ce pas un gâchis au niveau de l'utilisation de l'espace public et privé ?

Accepter cette motion nous permet d'envisager de faire partie d'un réseau national d'autopartage bien connu. C'est aussi une façon de promouvoir les déplacements en Suisse en transports publics puisqu'il est possible de louer facilement un véhicule en chemin si besoin. Dans le Canton, l'offre ne cesse d'augmenter car la demande est là. Peseux aura par exemple 2 nouveaux emplacements et Cressier a accepté l'année passée une motion similaire.

Merci d'accepter cette motion dans l'idée d'offrir à la population de Cortaillod un moyen de mobilité supplémentaire. Merci pour votre attention. »

Monsieur le président du Conseil général ouvre la discussion d'ordre général.

Mme Odile Duvoisin (PS) : « En tant que co-signataire de cette motion, le groupe socialiste rejoint les propos évoqués par la représentante des Verts, tout en souhaitant toutefois rappeler certains points importants : il est évident que nous soutenons la mobilité douce et défendons le développement des transports publics pour notre Commune et notre région, face à la dépendance à la voiture ; l'autopartage ne remplace pas le train, le bus ou le vélo, mais vient les compléter.

Nous devons relever que notre région dispose d'un réseau de transport public perfectible, en particulier concernant la ligne directe Cortaillod – Neuchâtel, dont l'amélioration serait essentielle. Cette lacune peut en effet constituer un frein pour celles et ceux qui souhaiteraient s'installer dans notre Commune. Dans ce contexte, les voitures Mobility représentent une alternative crédible à la voiture privée. Elles peuvent éviter l'achat d'un deuxième véhicule, voire d'un véhicule tout court, et ainsi contribuer de manière significative à la réduction de l'impact écologique et de l'occupation de l'espace public par le stationnement. Ce service serait accessible aux jeunes adultes qui ne possèdent pas encore de véhicule, aux personnes âgées qui ne souhaitent plus assumer les contraintes d'une voiture, ainsi qu'aux ménages modestes.

D'autres solutions existent, comme le covoiturage ou les parkings-relais. Mais dans l'immédiat, nous estimons que l'option de l'autopartage constitue une réponse concrète et adaptée aux besoins de la population de notre Commune. Nous sommes convaincues et nous sommes convaincus que cette solution offrira un véritable soutien en matière de mobilité durable. »

M. Quentin Jucker (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, à titre personnel, je suis plus que convaincu du soutien de cette motion. Par contre, je me permets une petite réflexion sur la forme. On parle ce soir de revaloriser la fonction de conseiller communal alors pourquoi diable, à chaque fois qu'on a une idée, on est obligé de faire une motion. Une motion, c'est contraignant. Une motion, ça donne une limite de temps alors qu'il y aurait peut-être d'autres priorités qui empêchent le Conseil communal de prioriser d'autres projets. Une motion, ça donne un cadre plus ou moins précis, qui empêche du coup certaines synergies comme on l'a vu sur la place du Petit-Cortaillod ; ça empêche aussi peut-être de réduire la motion si on voit que certains points ne sont pas forcément pertinents après les premières recherches. Et une motion, ça demande aussi un rapport, donc du travail que les politiciens pourraient utiliser autrement et, aussi, si on voit rapidement que ce n'est pas pertinent on pourrait retirer le projet.

Alors bien sûr, il n'y a jamais de libertés sans responsabilités. Cela dépend si le Conseil communal veut bien prendre note des différentes interpellations, être proactif au risque d'avoir des motions. Je pense juste qu'une petite réflexion, il ne faut pas le prendre personnellement, c'est une autocritique que tout le monde peut se faire et je pense que les interpellations pourraient être un peu plus la norme de façon à ce que la motion soit plus l'exception. »

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le président du Conseil général clôt le débat et met au vote la motion, laquelle est acceptée par 36 voix contre 1 opposition.

10. Informations du Conseil communal

Mme Anneline Straubhaar (CC) : « Mesdames, Messieurs, j'ai plusieurs informations, mais j'aimerais d'abord vous présenter M. Lionel Froidevaux, nouvel employé au Service technique. Il travaille comme technicien et répondra plus particulièrement aux questions sur les réseaux d'eaux et les routes. Bienvenue à lui.

Nous souhaitons vous informer que suite à la suggestion qui a été faite lors du dernier Conseil général, il a été versé 5'000 fr. à la Commune sinistrée de Blatten, ce qui correspond à 1 fr. symbolique par habitant de la Commune, un petit peu arrondi.

Pour celles et ceux qui sont intéressés, on m'a demandé de vous rappeler de vous inscrire à la visite forestière du Chanet de Boudry, le samedi 25 octobre. Cette visite à travers les forêts sera l'occasion d'aborder des thèmes forestiers et sera suivie d'une torrée au Pré aux Clées, préparée par l'équipe forestière. Délai d'inscription : 15 octobre. Sachez que les conjoints et enfants sont les bienvenus.

Je vous rappelle aussi la partie officielle de la Fête de la Vendange, demain à 19h pour la partie officielle, suivie d'une verrée offerte par la Commune. »

11. Divers et réponses aux questions écrites

M. Quentin Jucker (PLR) : « Monsieur le président, notre système politique a ses forces, mais il a aussi ses faiblesses. De mon point de vue, si je dois citer une seule faiblesse, je dirais le manque de recul que nous pouvons avoir dans nos différentes prises de décisions. Le schéma est toujours le même. On arrive en commission, souvent avec un projet qui est déjà bien ficelé et qui ne laisse pas beaucoup d'autres choix que de l'accepter. Ensuite, on a des discussions intéressantes dans les séances de groupe et malheureusement on ne peut pas entendre les remarques pertinentes qu'il y aurait dans les autres groupes. On arrive au Conseil général, on a un avis déjà tout fait et rares sont ceux qui le changent. Alors, le changer, c'est peut-être faire preuve de sagesse, je suis d'accord, mais ça montre aussi peut-être que la décision n'est peut-être pas si mure que ça.

Pourquoi je vous dis cela ? Je pense à trois points de nos discussions de ce soir. Le premier, c'est la réflexion qui doit se faire, à mon avis, au niveau politique. Il aurait peut-être plus de réflexions sur comment on peut être plus efficace. Je pense qu'on doit oser remettre notre système politique en question et notre manière de fonctionner pour avoir des décisions plus muries et plus intelligentes.

Peut-être deux cas concrets ce soir. Le premier, je remercie le parti socialiste de mettre de l'eau à mon moulin mais lorsqu'on vient le soir même avec un amendement, c'est très difficile de se faire vraiment un avis, il faut faire des recherches et c'est déjà arrivé plus d'une fois, les dépositaires de l'amendement semblaient avoir regretté de l'avoir déposé. Je pense que ce sont des réflexions que l'on peut se poser, comment on pourrait améliorer ça. Encore une fois, ça ne vise qui que ce soit, mais plutôt de pousser tout le monde à la réflexion.

Le troisième point, aussi ce soir, la place du Petit-Cortailod. Je ne veux pas répéter ce que M. Amez-Droz a dit, je suis tout à fait d'accord parce qu'il manque une vision. Ce projet ne fait pas l'unanimité sur un point, c'est qu'il manque une vision générale et je vous épargne aussi les points lorsque la Capitainerie a été acceptée de justesse par des gens qui ont changé leur voix le soir-même et si le beach-volley alors que tout le parti était pour n'a pas passé avec une pas si grande majorité que cela et j'ai entendu beaucoup de gens me dire qu'ils ont regretté leur vote. »

Sur ce point et de manière générale, et je ne peux qu'encourager le Conseil communal à faire preuve de courage et de vision et d'oser reprendre des thèmes parfois dans les commissions, ça peut être au PAL mais ça peut être une commission du Conseil communal, et d'oser remettre les choses en question. Je ne demande pas forcément de refaire revoter sur le beach-volley ou sur la capitainerie, je pense que ce serait perdre beaucoup de temps mais, à mon avis, si on voit dans la vision générale qu'il y a quelques adaptations à faire on peut faire aussi revoter le Conseil général. Les générations futures nous en seront reconnaissantes et moi aussi. »

M. Jean-Philippe Favre (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, nous votons régulièrement des crédits pour des travaux divers, souvent pour des montants importants. Le Conseil communal pourrait-il nous expliquer de quelle manière il peut opérer pour s'assurer que le travail est attribué au meilleur prix, mais surtout à un prix juste et justifié au regard du marché ? Je vous remercie par avance pour votre réponse. »

M. Philippe Amez-Droz (PLR) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, je remercie le Conseil communal d'avoir fait preuve de solidarité avec la Commune de Blatten. »

M. Jean-Philippe Favre (PS) : « Monsieur le président, Mesdames, Messieurs, il y a bien longtemps, Yves Montand vantait déjà les qualités de la bicyclette, quand il partait de bon matin, quand il roulait sur les chemins. Eh bien l'autre jour, je remontais la rue des Coteaux entre le temple et la boucherie et j'y ai croisé bien des cyclistes. Y avait Fernand, y avait Firmin, y avait Francis et Sébastien, et puis Paulette. À contresens.

Manifestement, la tentation est grande pour les vélos venant de l'ouest de faire comme si le sens interdit posé à la hauteur de la rue des Vergers ne les concernait pas. Il faut avouer que la circulation dans le sens Temple-Longe-Coca semble assez contenue, que la vitesse autorisée est rarement dépassée grâce aux mesures installées et que la visibilité sur une rue rectiligne est bonne.

Dès lors le Conseil communal pourrait-il étudier la possibilité d'autoriser le trafic cycliste bidirectionnel sur toute la longueur de la rue des Coteaux, quitte à apporter quelques modifications signalétiques ou dans les aménagements mis en place ? Une telle mesure est en vigueur à la rue Louis-Favre à Boudry. On pourrait par exemple imaginer que le trottoir au nord de la rue soit partagé avec les piétons, comme cela est maintenant d'usage sur la route de Sachet.

Cela présenterait plusieurs avantages, à commencer par le fait que les nombreux contrevenants ne le seraient plus, des contrevenants. De plus, l'accès aux commerces situés sur la rue serait encouragé. Certains parents pourraient aussi y voir l'opportunité d'accompagner leur enfant jusqu'au collège à vélo plutôt qu'en voiture.

Dans la même veine, toujours dans l'idée d'encourager le recours à la petite reine notamment pour accéder aux commerces de la rue des Coteaux, la question pourrait être posée pour la rue des Courtils et même pour la rue de la Fin. Dans ce dernier cas, faire déboucher des vélos sur la place du Temple à l'angle du n°8 paraît certes un peu risqué, mais il y a peut-être des solutions. N'oublions pas que toutes ces rues ont été bidirectionnelles pour le trafic automobile, par le passé, si mes souvenirs sont exacts. C'était certes avant que les voitures ne soient touchées par une épidémie d'obésité. Je vous remercie par avance pour votre réponse. »

La parole n'étant plus demandée, Monsieur le président du Conseil général lève la séance à 21h40.

AU NOM DU CONSEIL GENERAL

Le président :

Le secrétaire :

Michel Sansonnens

Etienne Matile

L'auteur du procès-verbal

L'administrateur :

Jean-Marc Paroz